

Hongrie

# Kiev coupe le pétrole et Bruxelles «joue la montre»

## Comportement autocratique de la Commission européenne

par «Ungarn heute»

(CH-S) Dans le paysage médiatique suisse, on n'entend guère parler des problèmes que certains Etats de l'Union européenne (UE) ont avec la centrale bruxelloise. Non sans raison, car les dissonances avec l'UE ne sont actuellement pas opportunes dans le paysage médiatique suisse dominant – alors qu'on tente de faire avaler aux électeurs suisses des liens encore plus étroits avec l'UE.

Depuis un certain temps, on n'entend plus guère parler dans la presse suisse du comportement autocratique de la Commission européenne, notamment des cas de corruption et des frontières extérieures inopérantes. Le «Point de vue Suisse» documente par la suite, un exemple de la manière dont la bureaucratie bruxelloise traite Budapest, article venant directement de la Hongrie.

\* \* \*

Il est fort possible que Bruxelles et même *Ursula von der Leyen* elle-même aient proposé à l'Ukraine de ne pas laisser passer une grande partie du pétrole russe en Hongrie, a déclaré le directeur de la communication du parti hongrois *Fidesz* aux médias publics.

*Tamás Menczer* a déclaré à *M1* et *Kossuth Radio* que la décision ukrainienne menaçait la sécurité énergétique de la Hongrie et de la Slovaquie, bien que cela soit interdit par l'Accord d'association entre l'UE et l'Ukraine. Bruxelles, la Commission européenne, devrait agir dans cette situation pour protéger ses Etats membres et «surveiller» l'accord, a souligné le directeur de la communication, ajoutant qu'il ne se passait rien à ce sujet.

«Ce que nous avons dit au début, ce que nous avons dit et redit, doit être dit de plus en plus clairement: c'est probablement Bruxelles ou *Ursula von der Leyen* elle-même qui a proposé à l'Ukraine de fermer le robinet de pétrole», a déclaré *Tamás Menczer*.

*Tamás Menczer* a souligné qu'il existe des possibilités juridiques et techniques dans cette situa-



Raffinerie de pétrole en Hongrie. (Photo mad)

tion. Il a également précisé que la Hongrie ne souhaitait pas exercer le même chantage sur l'Ukraine, mais que le fait est qu'une part importante de l'énergie consommée par l'Ukraine – plus de 40% de l'électricité, plus de 10% du pétrole et du gaz naturel – passe par la Hongrie pour atteindre le pays voisin.

Dans un post sur son réseau social, *Barna Pál Zsigmond*, secrétaire d'Etat parlementaire du ministère des Affaires européennes, a écrit: «Récemment, la presse a rapporté qu'un décret du président ukrainien, entré en vigueur fin juin, avait stoppé les livraisons de pétrole de *Lukoil* à *MOL* [compagnie pétrolière hongroise] via l'Ukraine, car la société russe ne peut pas louer le réseau d'oléoducs ukrainien pour le transit.» Le secrétaire d'Etat a rappelé que *Lukoil* est le plus grand fournisseur de pétrole brut de la Hongrie via le tronçon sud de l'oléoduc *Druzhba*.

La démarche ukrainienne est également importante parce que *Lukoil* assure environ un tiers des importations russes de pétrole brut de *MOL*, soit environ 6 à 6,2 millions de tonnes par an, a-t-il souligné.

Il a souligné que les dirigeants de l'UE n'ont pas encore réagi à l'action sans précédent de l'Ukraine, qui menace l'approvisionnement en pétrole de deux pays membres, et ne sont pas prêts à défendre les intérêts de la Hongrie et de la Slo-

vaquie. Selon le secrétaire d'Etat, Bruxelles «joue la montre» et, au lieu de prendre des mesures immédiates pour clarifier l'action unilatérale de la partie ukrainienne, qui va à l'encontre de l'Accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, la Commission attend que les parties hongroise et slovaque démontrent les conséquences du comportement hostile et sérieusement illégal de la partie ukrainienne pour les Etats membres concernés.

Il a déclaré qu'il était inacceptable que l'Ukraine, qui souhaite devenir membre de l'UE, tente d'exercer un chantage sur la Hongrie et la Slovaquie en adoptant une démarche aussi inamicale et que la Commission européenne la soutienne en faisant référence aux réserves de pétrole de la Hongrie et de la Slovaquie et en minimisant l'importance de la situation.

A la fin de son intervention, il a expliqué que la Hongrie, à la recherche d'une solution, avait entamé avec la Slovaquie une procédure de consultation avec la Commission européenne en amont de la procédure d'arbitrage, dans l'espoir que celle-ci se rangerait finalement du côté des Etats membres qu'elle devait initialement aider.

La Commission européenne est parvenue à la conclusion provisoire qu'une consultation urgente sur les livraisons de Lukoil par l'Ukraine ne semblait pas justifiée, étant donné qu'il n'y avait actuellement aucun signe de menace immédiate pour la sécurité de l'approvisionnement, a expliqué un porte-parole de la Commission européenne lors de la conférence de presse quotidienne régulière de la Commission jeudi [1er août] à Bruxelles.

Le porte-parole a déclaré que le commissaire européen au commerce *Valdis Dombrovskis* avait longuement discuté de la question des livraisons de Lukoil avec le Premier ministre ukrainien *Denys Shmyhal*. Après cette rencontre, la Commission européenne a envoyé une deuxième lettre aux ministres hongrois et slovaque compétents pour leur faire part de l'ana-

lyse préliminaire de l'autorité bruxelloise et encourager les deux Etats membres à fournir des informations supplémentaires et détaillées, a-t-il déclaré.

Selon lui, l'analyse préliminaire de l'exécutif européen a révélé qu'en juillet, la quantité de pétrole manquante de Lukoil a été compensée par plusieurs autres fournisseurs via le même oléoduc Druzhba. Il existe également d'autres alternatives pour la Hongrie et la Slovaquie, comme par exemple l'augmentation des importations de la société JANAF, qui exploite l'oléoduc adriatique en Croatie. JANAF dispose de capacités suffisantes pour les deux pays, a souligné un autre porte-parole.

Selon MOL, l'exploitant de l'oléoduc croate JANAF continue de pratiquer des prix disproportionnés et déloyaux pour ses services et les a considérablement augmentés ces dernières années, de sorte qu'ils sont désormais plusieurs fois supérieurs au prix de référence européen. JANAF ne peut pas compenser une éventuelle défaillance de l'oléoduc russe, qui approvisionne «deux pays et demi» – la Hongrie, la Slovaquie et une partie de la République tchèque – car elle ne dispose pas des capacités nécessaires, a déclaré *Péter Szijjártó* au printemps.

Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce a réagi aujourd'hui à la lettre de Valdis Dombrovskis: «La lettre du vice-président prouve une fois de plus que les Ukrainiens peuvent tout se permettre face aux Etats membres de l'UE, surtout si ceux-ci sont pour la paix et ne fournissent pas d'armes.»

Il a souligné que la Croatie n'était pas un pays de transit fiable. Outre le prix exorbitant du transit et les capacités limitées, le ministre a également évoqué le manque d'investissements croates dans les infrastructures.

Source: MTI via Ungarn Heute: <https://ungarnheute.hu/news/kiew-dreht-den-oelhahn-zu-bruessel-spielt-auf-zeit-22994/>, 2 août 2024

(Traduction «Point de vue Suisse»)